



Débats autoportés sur la prévention et la lutte contre la précarité alimentaire

Compte rendu de la démarche

Mai 2022

Pourquoi ces débats autoportés ? (1/2)



Le [Conseil national de l'alimentation](#) rassemble en France les principaux représentants et représentants des maillons de la chaîne alimentaire.

Il élabore des recommandations sur les grandes problématiques de l'alimentation à destination des pouvoirs publics et de la société dans son ensemble.

Pour enrichir ses travaux en cours sur la **prévention et la lutte contre la précarité alimentaire**, le CNA a souhaité recueillir les constats et les propositions de citoyennes et de citoyens.

Pourquoi ces débats autoportés ? (2/2)



Dans ce cadre, le CNA a lancé un appel pour inviter collectivités, associations, conseils de développement et autres potentielles structures partenaires à organiser leur propre débat avec des citoyennes et citoyens et à faire remonter les résultats.

L'objectif était ainsi de pouvoir recueillir l'avis de ces personnes, qu'elles soient ou non en situation de précarité alimentaire, autour de la question suivante :

« Que faut-il faire pour que chaque personne ait un accès digne à une alimentation suffisante et de qualité ? »

1

Les débats organisés : Combien ? Où ? Par qui ?



67 débats organisés

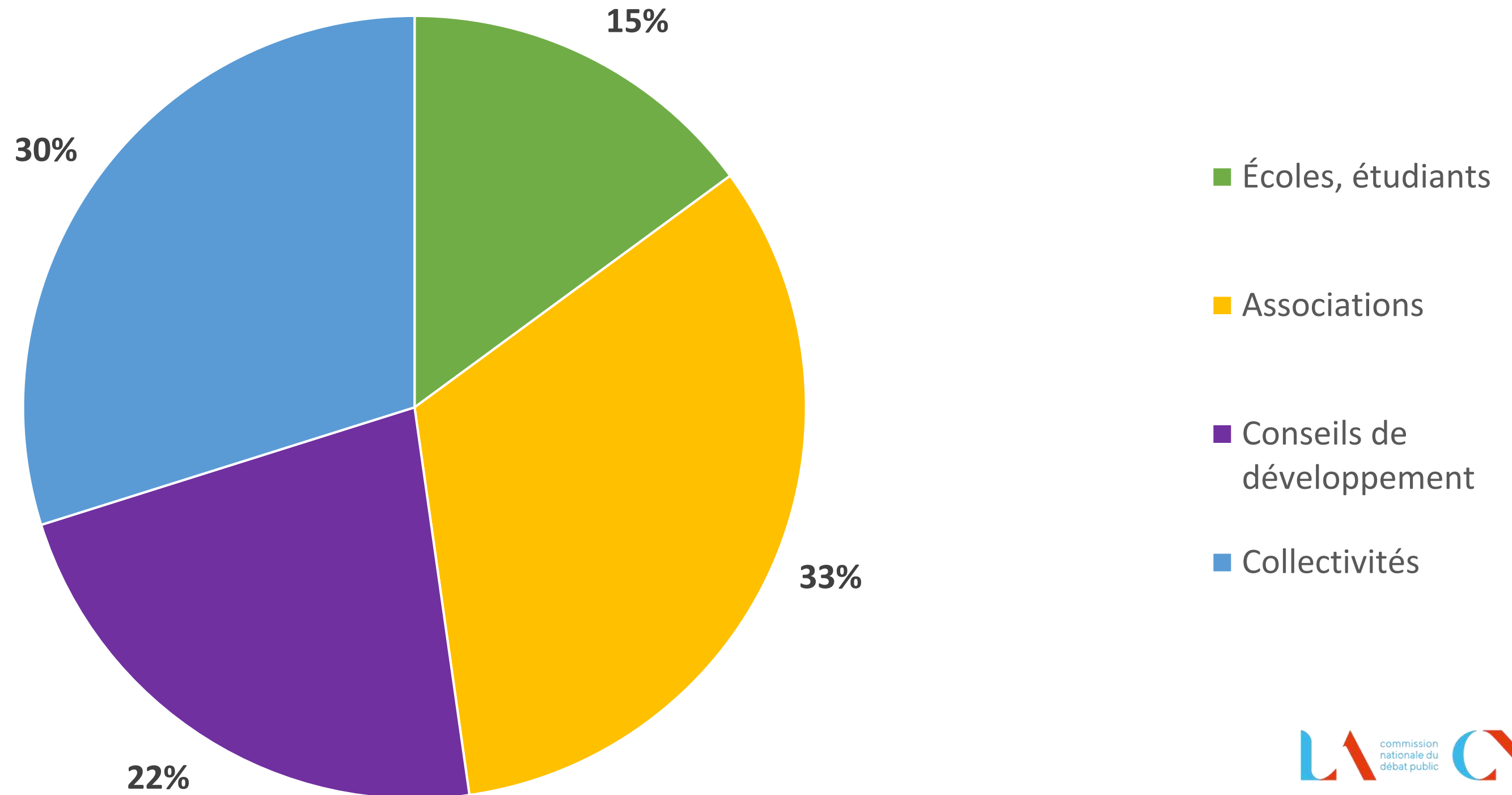
Grâce à la mobilisation rapide et enthousiaste de collectivités, de conseils de développements, d'écoles et d'associations, 67 débats ont été organisés entre la mi-janvier et la mi-mars 2022.

59 débats en France métropolitaine et 8 débats dans les territoires d'Outre mer



Une diversité de porteurs de débats

Répartition nature de structures partenaires



Plus de 1 000 participantes et participants

- Les débats ont rassemblé **1098** participantes et participants au total



2

Méthode d'analyse des débats

L'analyse des compte-rendus

L'équipe mobilisée

L'ensemble des comptes rendus transmis ont été analysés par l'équipe du secrétariat interministériel du CNA.



SYLVIE
VAREILLE



MARGAUX
DENIS



CHLOÉ
ABEEL



JULIETTE
LEBOURG



MAURANNE
LACHAISE



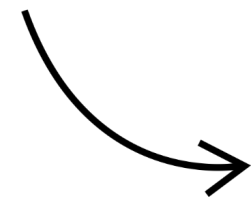
LÉA
ALMAYRAC

La méthode d'analyse

L'arbre argumentatif

Chaque argument a été catégorisé et organisé dans un tableau (l'arbre) reprenant les constats et les propositions émis en réponse à la question posée.

Par souci de transparence, l'extrait ou le verbatim du compte rendu associé à l'argument est renseigné, ainsi que le lieu et la date du débat auquel il est fait référence.



[Lien vers l'arbre argumentatif](#)



Un exemple



Contenu du débat

1. Quel était le thème du débat ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

2. Pourquoi avez-vous choisi ce thème ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

3. De quoi avez-vous principalement parlé durant le débat ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Quels ont été les constats ou les diagnostics exprimés par le public par rapport au thème choisi ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Pendant le débat, des points de vue divers, voire opposés, se sont-ils exprimés ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Si oui, sur quoi portaient-ils ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7. Quelles étaient les principales raisons et les arguments avancés par le public ayant exprimé des points de vue différents ? (si des exemples précis ont été utilisés par les uns et par les autres pour justifier leur position, pensez à les citer)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Quelles idées ou propositions précises et concrètes ont été proposées pendant le débat (distinguez les propositions à court terme et à long terme si cela vous semble pertinent) ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Ces propositions ont-elles été critiquées par certains participants ? Si oui, précisez les raisons associées.

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

10. Comment ces idées ou propositions ont-elles émergé ?

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

11. Autres éléments d'informations que vous souhaitez transmettre



		B. LE SYSTÈME ACTUEL DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE PRÉSENTE DES DYSFONCTIONNEMENTS
		1. IL YA UN BESOIN DE MIEUX CONNAÎTRE ET IDENTIFIER LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE
		MANQUE DE DONNÉES SUR LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE
		2. LE PROCESSUS D'ACCÈS AUX AIDES EST VÉCU COMME UN "PARCOURS DU COMBATTANT"
		RÉCURRENCE DES DYSFONCTIONNEMENTS DES ORGANISMES DE PRESTATIONS SOCIALES
		L'ACCOMPAGNEMENT NE PREND PAS SUFFISAMMENT EN COMPTE LA QUESTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE
		L'IMPOSSIBILITÉ DE CUMULER CERTAINES AIDES PEUT ÊTRE VÉCUE COMME UNE INJUSTICE
		NÉCESSITÉ D'AVOIR LE TEMPS ET LA POSSIBILITÉ DE S'ADAPTER AUX CONTRAINTES DES AIDES PROPOSÉES
		3. LES INFORMATIONS POUR SAVOIR COMMENT SE FAIRE AIDER SONT PERCUES COMME DIFFICILEMENT ACCESSIBLES
		DIFFICULTÉ D'ACCÈS À L'INFORMATION GÉNÉRALE
		BARRIÈRE DE LA LANGUE
		NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA CIRCULATION DE L'INFORMATION ENTRE LES TRAVAILLEURS SOCIAUX

« Il est difficile de savoir où est-ce que l'on peut trouver de l'aide »

À droite de ces colonnes se trouvent les différentes catégories d'arguments, les extraits de CR et leurs références

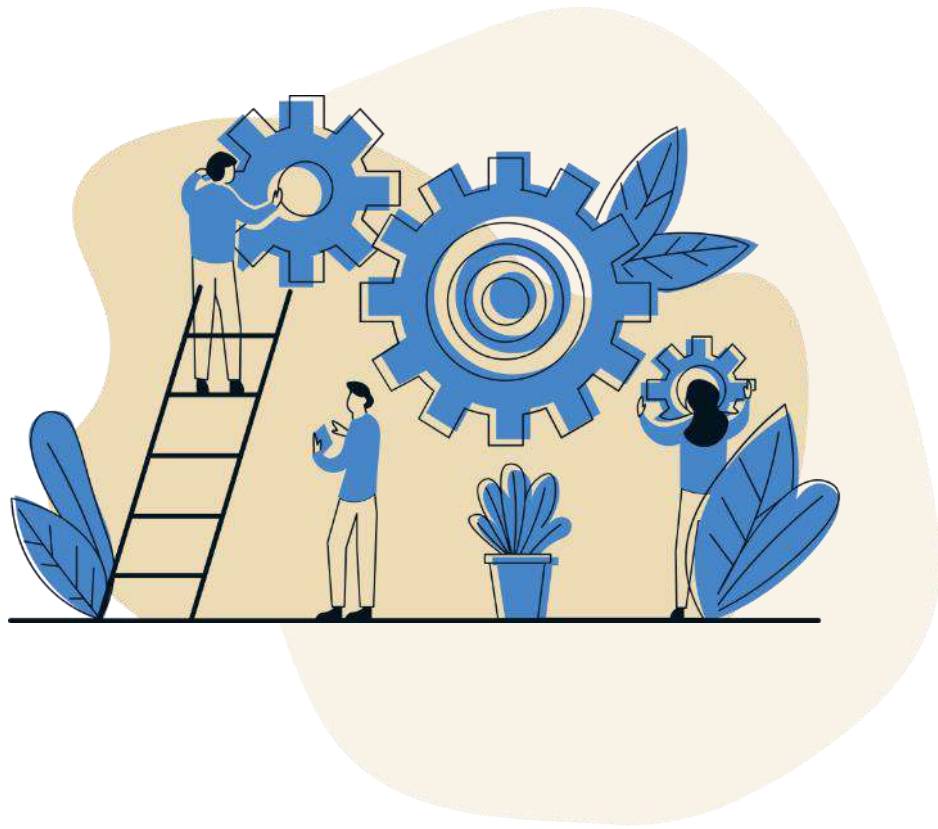
3

Analyse du fond



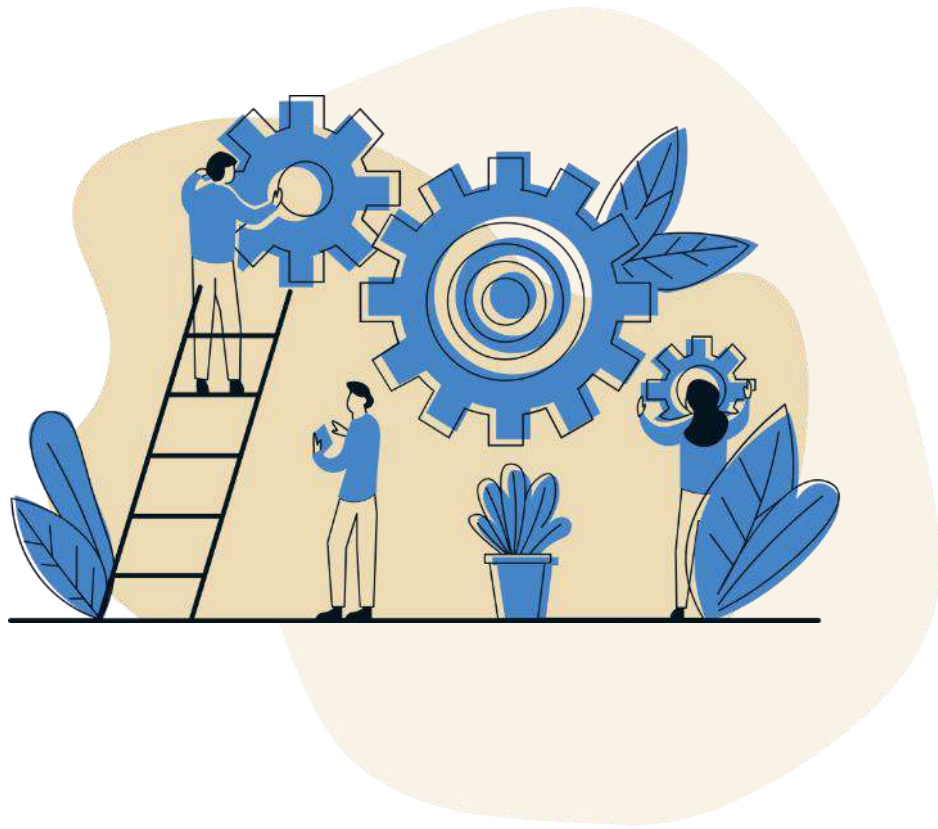
Constats

Les constats s'articulent autour de 3 axes



- 1 La précarité alimentaire telle qu'elle est vécue et perçue
- 2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire
- 3 Les conditions d'accès à une alimentation suffisante et de qualité dans notre environnement alimentaire en général

Les constats s'articulent autour de 3 axes

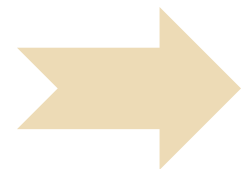


- 1 La précarité alimentaire telle qu'elle est vécue et perçue
- 2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire
- 3 Les conditions d'accès à une alimentation suffisante et de qualité dans notre environnement alimentaire en général

1 La précarité alimentaire telle qu'elle est vécue et perçue



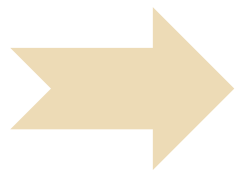
La précarité alimentaire bouleverse les pratiques alimentaires et le rapport à l'alimentation.



La précarité alimentaire a des impacts **psychologiques** : une image de soi-même fragilisée, un sentiment de honte associé au fait d'être identifié comme pauvre ou de demander de l'aide, et un état de lutte pour maintenir sa dignité.

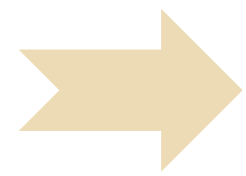


Le non-recours à l'aide alimentaire est aussi expliqué par la **perception relative de sa situation personnelle par rapport à celle des autres**, avec l'idée « que d'autres personnes ont davantage besoin d'aide ».

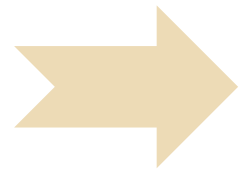


Il est important de **considérer la précarité alimentaire comme faisant partie d'un tout**. La précarité alimentaire constitue l'une des facettes de la précarité.

1 La précarité alimentaire telle qu'elle est vécue et perçue



Il y a une diversité de profils de personnes en situation de précarité alimentaire. La précarité est souvent considérée comme un « accident de la vie » qui peut arriver à toutes et tous, en particulier par les personnes qui vivent ou on vécu cette situation.

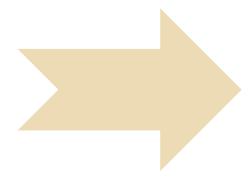


La précarité alimentaire est perçue comme étant avant tout un problème d'inégalités de revenus et de pouvoir d'achat.

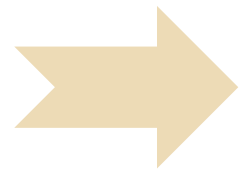


D'autres types d'inégalités aggravent la précarité alimentaire : les inégalités d'accès à l'emploi et les inégalités territoriales (coût de la vie, problématiques de mobilité et diversité des réponses à la précarité alimentaire d'un territoire à l'autre).

1 La précarité alimentaire telle qu'elle est vécue et perçue



Dans un pays comme la France, qui est considéré comme riche, il apparaît anormal d'avoir une telle précarité alimentaire et de telles inégalités économiques.



Pour beaucoup, l'État semble désinvesti dans la lutte contre la précarité alimentaire. Des associations évoquent également un sentiment « d'abandon » et une absence de réelle volonté politique pour lutter contre la précarité alimentaire.



Des personnes rappellent par ailleurs que le contexte sanitaire et international actuel renforce la problématique de la précarité alimentaire :

- la crise du covid a révélé et aggravé des situations de précarité ;
- l'inflation liée notamment à la guerre en Ukraine diminue le pouvoir d'achat.

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« Quand l'argent vient à manquer, c'est déjà difficile de manger tout court, alors la question de la qualité, forcément devient secondaire ... ».

« [Les] propos [sur la priorisation de la qualité par rapport à la quantité] contrastent toutefois avec une conscience aiguë des liens entre la santé et l'alimentation et des problèmes liés aux pathologies et dérèglements alimentaires chez la majorité des participant.e.s. »

« L'accueil des bénévoles enlève la honte »

« J'ai bénéficié de l'aide alimentaire parce que j'en avais besoin mais je vais pas la demander aujourd'hui alors qu'avec le COVID et ce qu'il se passe en Ukraine, il y en a qui sont pires que moi »



« La démarche de demande reste très difficile ; On estime qu'il faut toujours une situation pire que la nôtre pour mériter l'aide alimentaire »

« J'ai fait les démarches parce que j'avais plus rien à donner à mes enfants. Si j'avais été seule j'aurais tenu plus que ça, quitte à ne pas manger quelques jours »

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« la question de la « dignité » a plusieurs fois été évoquée. Les témoignages les plus « poignants » portaient sur la situation de certains enfants dont les familles n'avaient pas les moyens de leur fournir un goûter et qui répondaient à leurs petits camarades :
« Ah mon goûter ? Je l'ai oublié à la maison ». Des mères de famille ont utilisé le terme de « stratagèmes pour rester digne »



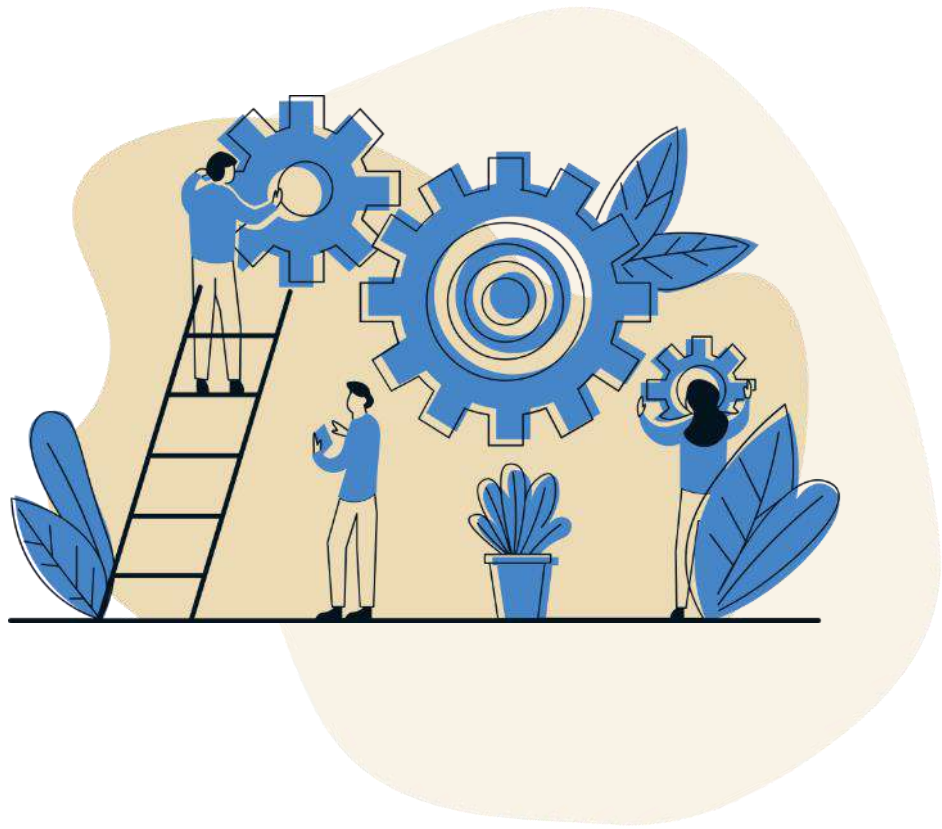
« La question de la précarité alimentaire fait aussi ressurgir de manière brutale le sentiment que la France est un pays riche qui s'accommode de profondes inégalités et injustices »

« À Mayotte il n'y a pas de cantine alors que c'est un département français, ce n'est pas normal. Quand on ne peut pas y aller on mange du fruit à pain et du manioc frit »

« La proximité est un élément important soulevé par les participant-e-s, certain-e-s étant contraint-e-s de prendre le bus pendant une heure pour se rendre dans une épicerie sociale et solidaire ayant une gamme de produits suffisamment variée. »

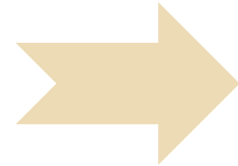
« On n'a pas forcément le choix : la priorité est d'abord le logement et les charges, puis les transports Avoir un smart phone pour communiquer, ne pas être isolé, la santé (payer sa mutuelle ...) « moi je préfère avoir un smartphone et manger des nouilles »

Les constats s'articulent autour de 3 axes

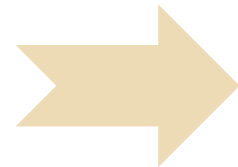


- 1 La précarité alimentaire telle qu'elle est vécue et perçue
- 2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire
- 3 Les conditions d'accès à une alimentation suffisante et de qualité dans notre environnement alimentaire en général

2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire

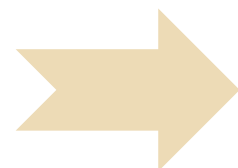


Il y a un besoin de mieux connaître et mieux identifier les personnes en situation de précarité, en prenant en compte la diversité des profils.



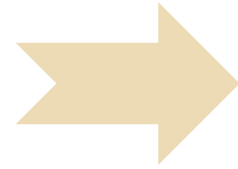
Le processus d'accès aux aides est vécu comme un « parcours du combattant » :

- Le décalage entre la dimension bureaucratique, les dysfonctionnements des organismes de prestations sociales et l'urgence de la situation des personnes sont vécus comme une forme de violence qui contribue à la perte d'estime de soi.
- L'accompagnement n'est pas suffisamment adapté à la diversité de profil des personnes (barrière de la langue, fracture numérique...).
- Le processus d'accès aux aides est perçu comme stigmatisant. Les plages horaires restreintes, les délais d'attente ou les horaires imposés des rendez-vous sont également vécus comme étant en décalage avec les difficultés rencontrées par les personnes.

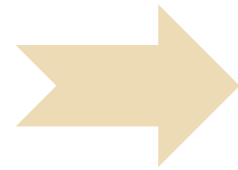


Les informations pour savoir comment se faire aider sont difficilement accessibles : cette accessibilité est pourtant perçue comme prioritaire par les personnes en situation de précarité.

2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire



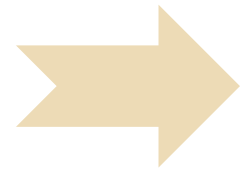
L'aide alimentaire basée sur la distribution de denrées permet d'apporter une réponse d'urgence à une demande en forte d'augmentation, mais ne permet pas de traiter le problème à la racine.



Les limites suivantes sont identifiées :

- Elle ne touche pas toutes les personnes en situation de précarité alimentaire ;
- Elle n'est pas présente partout : malgré les efforts des associations, l'organisation actuelle n'est pas coordonnée entre associations ni élaborée sur la base des besoins en aide alimentaire ;
- Elle renvoie aux limites de l'associatif qui ne peut assumer les responsabilités qui seraient celles d'un service public (capacités de distribution qui reposent sur les capacités du bénévolat notamment, continuité du service en temps de crise sanitaire)
- Elle est confrontée à un manque de moyens (locaux en mauvais état ou inadaptés, manque de moyens humains liés notamment aux faibles possibilités de valorisation du bénévolat)

2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire

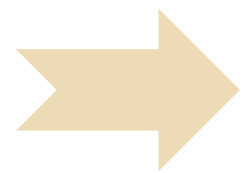


De par son fonctionnement, l'aide alimentaire basée sur la distribution de denrées présente également des limites

Au niveau de l'offre proposée

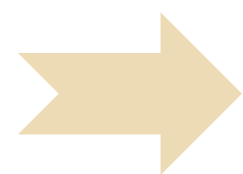
- Les acteurs de l'aide alimentaire n'ont pas ou peu de choix sur les produits proposés. Cela impacte l'offre en termes de quantité, de qualité, de diversité et de durée de vie des produits ;
- Les utilisateurs n'ont pas ou que très peu la possibilité de choisir les aliments selon leurs préférences, leurs besoins, leurs pratiques, leur capacité à cuisiner des produits. Cette absence de choix peut être perçue comme une atteinte à la dignité ;

Au niveau d'un accès digne à l'alimentation



- Si pour certains « les bénévoles font oublier la honte », d'autres évoquent des tensions, des remarques déplacées issues d'une asymétrie entre celui ou celle qui donne et celui ou celle qui reçoit ;
- Les démarches pour accéder aux aides sont perçues comme trop intrusives par les utilisateurs.

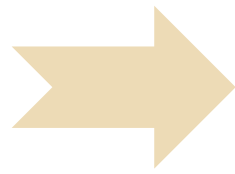
2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire



Des constats positifs sur l'aide alimentaire basée sur la distribution de denrées sont également partagés par certaines personnes avec notamment :

- Les efforts faits pour améliorer l'offre de produits notamment en créant des liens de plus en plus directs entre producteurs et utilisateurs ;
- Des initiatives d'anonymisation des camions et des salles de distribution pour répondre à la dimension stigmatisante évoquée par les utilisateurs ;
- Le fait que l'aide alimentaire favorise le lien social, alors que certains utilisateurs et certains bénévoles sont fortement isolés.

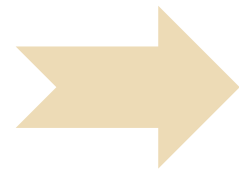
2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire



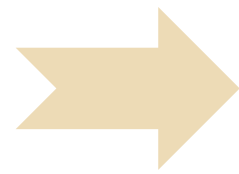
La connexion de la lutte contre le gaspillage alimentaire avec la lutte contre la précarité alimentaire questionne :

- Distribuer des produits étant initialement destinés à être jetés contribue au sentiment de honte et de perte d'estime de soi ;
- Donner les produits issus de la surproduction ne résout pas la problématique de surproduction ;
- Le fait que le don puisse profiter financièrement aux acteurs de la distribution et de la transformation est perçu comme injuste ou contraire à l'éthique ;
- Améliorer la lutte contre le gaspillage alimentaire à la racine engendre une diminution des denrées disponibles pour l'aide alimentaire, créant ainsi un effet paradoxal d'impact négatif des avancées de l'une des politiques sur l'autre.

2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire



Les initiatives complémentaires ou alternatives à l'aide alimentaire comme les réseaux d'achat en commun ou les épiceries solidaires sont appréciées lorsqu'elles permettent aux personnes d'aller vers une plus grande autonomie et davantage de choix.

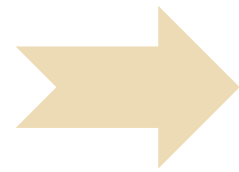


Les aides financières ciblées type chèques alimentaires sont appréciées lorsqu'elles permettent d'apporter plus d'autonomie à l'individu mais posent question :

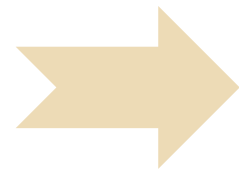
- Le principe d'un montant fixe pose problème car les personnes n'ont pas forcément le nécessaire pour compléter l'achat lorsque le coût du panier est plus élevé, et la monnaie n'est pas forcément rendue ;
- Il est parfois vécu comme stigmatisant, d'autant plus que ces chèques ne sont pas acceptés partout.

2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire

Concernant les centres d'hébergement :



- Les personnes déplorent, lorsque c'est le cas, l'absence de possibilité de cuisiner ;
- Certains plaident pour une sécurisation du budget de fonctionnement via l'intégration du financement de la restauration sociale ;
- Certaines personnes accueillies se demandent pourquoi tant d'argent est versé à un prestataire alors qu'elles « se nourriraient bien mieux » si une aide financière leur était versée directement.



Concernant la représentation des acteurs de l'aide alimentaire :

- Des structures de proximité (petites associations d'aide ou d'accompagnement des personnes) se sentent marginalisées dans la concertation avec les pouvoirs publics, par rapport aux acteurs dominants.

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« Colis alimentaires inadaptés aux habitudes alimentaires locales (La Réunion) »

« À Reims le Secours Catholique ne sert qu'au petit-déjeuner. Il y a un autre accueil de jour pour le midi mais il n'y a pas beaucoup de monde qui connaît »

« On prend les poissons pour éviter de prendre des choses non halal »



« Les associations qui donnent aux plus démunis de la nourriture qui n'est pas toujours de bonne qualité nutritionnelle, mais ils donnent ce qu'ils reçoivent. »

« Ce n'est pas toujours de qualité. Quand tu vas dans des magasins comme ça tu ne peux pas cracher dans la soupe, du coup tu prends . Parfois c'est périmé. Les dates sont limites. C'est toujours les mêmes choses, pas de diversité. À la banque alimentaire, souvent c'est périmé ou sinon des produits transformés de l'Europe . C'est très questionnant. Les dates dépassées, on n'a pas confiance »

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« Dans l'organisation alimentaire le bénévolat atteint ses limites, [il faut] identifier et consolider son rôle »

« L'aide alimentaire entretient la précarité ; de plus elle entretient, voire, elle peut mener à la « malbouffe » en procurant souvent des produits préparés de mauvaise qualité »

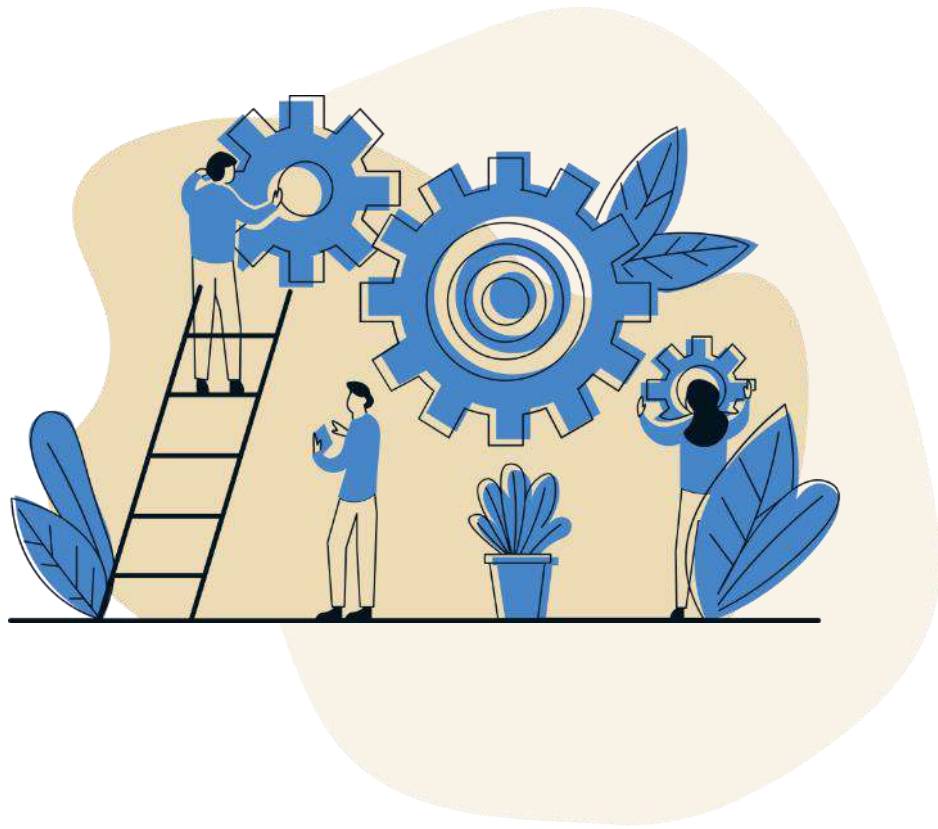
« Les associations de dons alimentaires et les banques alimentaires ont généralement des seuils de revenus et n'ont pas de système de progressivité. Ainsi, certaines personnes se retrouvent juste au dessus du barème mais sont dans des situations de précarité. »



« Complexité de l'accès au droit : multiplication des guichets, labyrinthe pour des personnes déjà en difficulté. Il existe également des démarches similaires avec des demandes différenciées de justificatifs qui peuvent bloquer les demandes d'aide, voir décourager. les difficultés conduisent soient à renoncer à demander soit à abandonner les demandes ».

« Je préfère l'épicerie sociale parce qu'avec la participation financière et le fait de pouvoir choisir, on a pas autant l'impression de réclamer. C'est NOS courses. Et du coup on ressent moins la précarité »

Les constats s'articulent autour de 3 axes



- 1 La précarité alimentaire telle qu'elle est vécue et perçue
- 2 Les dysfonctionnements de notre système de lutte contre la précarité alimentaire
- 3 Les conditions d'accès à une alimentation suffisante et de qualité dans notre environnement alimentaire en général

3

Les conditions d'accès à une alimentation suffisante et de qualité dans notre environnement alimentaire en général

Au-delà des questions de pouvoir d'achat, il est souligné que l'accès à une alimentation suffisante et de qualité est aussi une question :

- De temps pour cuisiner, en particulier pour les personnes ayant un ou des enfants ;
- D'un manque de connaissances sur ce qu'est une alimentation de qualité et d'une perte de savoir faire⁷ culinaires qui concernent, pour certains, des catégories sociales spécifiques (les personnes en situation de précarité, les jeunes), pour d'autres, tout le monde ;
- D'un problème de disponibilité d'une offre locale de qualité ;
- De nouvelles habitudes alimentaires en lien avec l'évolution des modes de vie, de la « culture de la malbouffe ».

3

Les conditions d'accès à une alimentation suffisante et de qualité dans notre environnement alimentaire en général


Des dysfonctionnements au niveau de nos systèmes alimentaires sont également soulignés :

Au niveau de la production agricole, sont notamment évoqués :

- Certaines pratiques agricoles qui ne vont pas dans le sens de la production d'aliments de qualité, dans le respect de l'environnement ;
- Des productions agricoles insuffisamment tournées vers les besoins de consommation au niveau local ;
- Un foncier agricole insuffisamment protégé (accessibilité financière et poids des acteurs dominants) ;
- Une injustice dans la répartition de la valeur ajoutée entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire : des agriculteurs et agricultrices se retrouvent dans la précarité et les acteurs de l'agro-industrie dominant.

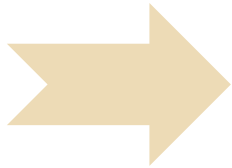
3

Les conditions d'accès à une alimentation suffisante et de qualité dans notre environnement alimentaire en général



Le rôle de la **restauration collective** est perçu comme essentiel. Les participants et participantes évoquent notamment les constats suivants :

- Les **difficultés relatives à l'approvisionnement** : les possibilités de proposer des produits locaux sont contraintes par l'offre locale et le cadre des marchés publics ;
- Le **faible budget** consacré à l'élaboration des repas ;
- La **nécessité d'élargir le rôle de la restauration collective** dans ses dimensions pédagogiques et de lien social ;
- La **nécessité de mieux valoriser les métiers de la restauration collective** et d'« **embarquer** » tout le personnel dans la recherche d'une offre encore plus qualitative.



Le rôle des **territoires** est également perçu comme majeur dans l'amélioration de l'offre : il s'agit de l'échelle pertinente pour-réaliser des projets autour de l'alimentation.

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« L'accès à une alimentation variée, à de bons produits est pour certains participants uniquement lié aux revenus : les connaissances en matière de nutrition ne font pas problème, le renoncement à une alimentation saine provient d'une absence de moyens (à laquelle peut s'ajouter un découragement). Bien manger ne peut pas être un véritable choix quand on a un budget insuffisant. Pour d'autres participants, il y a un problème de connaissances en nutrition, et en cuisine. Il faut accompagner les familles à faire les bons choix, réapprendre à cuisiner. »



« Les modifications de consommation, d'achat et de manière de cuisiner sont difficiles à mettre en œuvre car je n'ai pas le temps, ou je ne sais pas faire, je ne trouve pas facilement les informations et les enfants sont refractaires à ces changements. »

« Plusieurs personnes ont émis une critique vis-à-vis du système agricole actuel, responsable en partie d'une alimentation de mauvaise qualité qui a des conséquences également environnementales. La « fraise de Carpentras » cultivée hors-sol sous serre chauffée et présentée sur les étals dès la fin février, cela choque. »



Propositions

Les propositions s'articulent autour de 3 axes

- 1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »
- 2 Changer de paradigme : « mieux prévenir »
- 3 Transformer nos systèmes alimentaires



Les propositions s'articulent autour de 3 axes

1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

2 Changer de paradigme : « mieux prévenir »

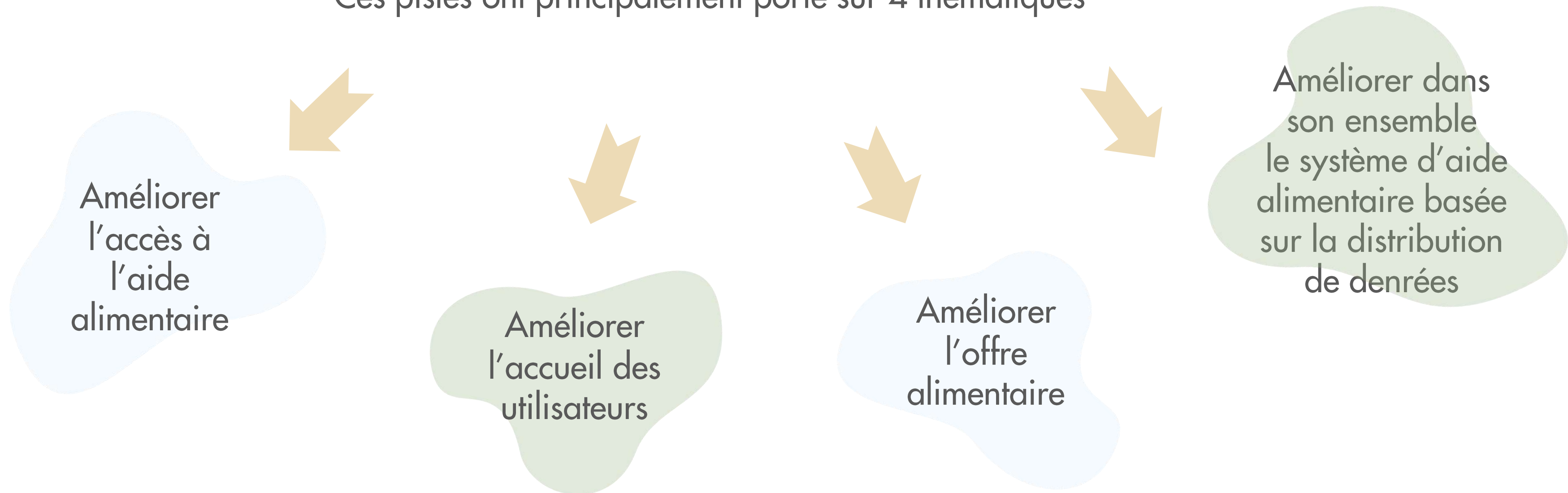
3 Transformer nos systèmes alimentaires



1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

De nombreuses propositions ont porté sur les pistes d'amélioration de l'aide alimentaire basée sur la distribution de denrées, s'agissant de la réponse majoritaire à la précarité alimentaire.

Ces pistes ont principalement porté sur 4 thématiques



1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

Améliorer
l'accès à
l'aide
alimentaire



Les pistes d'amélioration de l'accès à l'aide alimentaire basée sur la distribution de denrées portent notamment sur :

- L'amélioration de l'**accessibilité géographique**, en multipliant les dispositifs permettant d'aller vers les publics isolés, en travaillant au maillage territorial en partant des besoins propres à chaque territoire notamment ;
- L'amélioration de l'accès à l'information sur l'aide alimentaire ;
- L'identification des **raisons du non-recours** (représentations sur l'aide alimentaire notamment) et la mise en place d'actions pour y répondre ;
- La réévaluation des critères d'accès à l'aide alimentaire pour prendre en compte l'inflation, ainsi que l'idée de mettre en place une **progressivité de l'aide** (« *quand on dépasse de 2 euros on a droit à rien* »).

1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

Améliorer
l'accueil des
utilisateurs



Les pistes d'amélioration de l'accueil des utilisateurs portent notamment sur :

- Des locaux plus accueillants et plus respectueux de la confidentialité des échanges (« *ça suffit des lieux pauvres pour les pauvres* ») ;
- Un accueil plus personnalisé, neutre (sans jugement de valeur), prenant le temps nécessaire pour prendre en charge les personnes ;
- La simplification du parcours d'accès à l'aide alimentaire (via un guichet unique de demandes) et l'ajustement du parcours à l'urgence de la situation des personnes (délais de réponse, justificatifs) ;
- Une attention portée aux facteurs de stigmatisation de l'aide alimentaire.

1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

Améliorer
l'offre
alimentaire

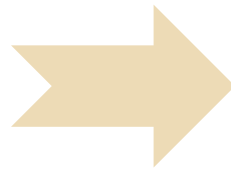


L'amélioration de l'offre passe notamment par :

- Une meilleure maîtrise et un meilleur contrôle des produits issus des ramasses ;
- Une diversification et une pérennisation des sources d'approvisionnement ;
- Une plus grande qualité et diversité des produits ;
- La possibilité de choisir les produits correspondant à ses souhaits, ses besoins, ses pratiques et ses possibilités de transformation ;
- La mise à disposition d'équipements de cuisine pour les associations et pour les utilisateurs ;
- La mise en place de fonds régionaux de l'alimentation, portés par les collectivités, permettant de rééquilibrer le panier de l'aide alimentaire notamment en produits frais et d'apporter un appui logistique aux associations.

1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

Améliorer le
système d'aide
alimentaire en
général



Il est notamment proposé de :

- Favoriser la participation des personnes concernées à l'organisation, l'évaluation des dispositifs d'aide ;
- Favoriser la coordination des acteurs associatifs entre eux, avec l'appui des collectivités locales ;
- Sécuriser les budgets des associations via une aide pérenne de l'État ;
- Valoriser le bénévolat en travaillant sur les conditions d'attractivité et créer les conditions de pérennisation de la mobilisation et de la coordination observée en temps de crise (Covid, Ukraine)

1

Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »


En parallèle, développer les initiatives complémentaires et alternatives à l'aide alimentaire en favorisant :

- La mixité des publics, le lien social (lieux de restauration collective ouverts à tous...)
- La rapidité et la simplicité de l'accès à l'aide (frigos solidaires...)
- La mise en relation directe des producteurs avec les personnes en précarité (circuits courts solidaires...)
- La réappropriation de son alimentation, le lien social (jardins nourriciers, cuisines partagées...)
- Le respect du choix et du souhait de payer lorsque cela est possible (épiceries sociales, réseaux d'achats en commun...)
- Le développement des liens de solidarité informels (entre voisins, entre générations...)
- Etc.

1

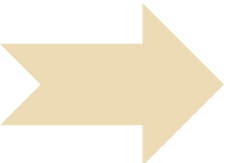
Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

Enfin, de manière transversale et afin de créer les conditions favorables à la lutte contre la précarité alimentaire, il est attendu en particulier des pouvoirs publics de :

- 
- Mieux connaître la situation de chaque territoire en matière de précarité alimentaire : mieux identifier les personnes en situation de précarité alimentaire en prenant en compte la diversité des profils, et mieux connaître les acteurs associatifs ;
 - Favoriser la coordination entre acteurs de la lutte contre la précarité;
 - Former les travailleurs sociaux pour renforcer les qualités d'écoute, de non-jugement ;
 - Favoriser la participation des personnes concernées à toutes les échelles de la décision, co-construire les messages sur l'alimentation ;
 - Mieux diffuser et rendre plus accessible l'information sur les aides disponibles, simplifier le processus d'accès aux aides ;

1

Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »

- 
- Développer et renforcer l'accessibilité de la restauration collective, en particulier en milieu scolaire : la développer en particulier dans les territoires d'Outre-mer et la rendre plus accessible financièrement sur tout le territoire. Repérer et accompagner les familles en situation de précarité pour faciliter le recours à la restauration collective en milieu scolaire.
 - Rendre plus accessible les produits alimentaires en particulier ceux dits « de première nécessité » via la TVA ou l'encadrement des prix, en gardant à l'esprit que ce qui est peut être considéré comme « produit de nécessité » varie selon les possibilités de transformation des denrées alimentaires des personnes (accès à une cuisine ou non) ;

Concernant les chèques alimentaires

- 
- La question de la mise en place d'outils type « chèque alimentaire » fait débat, notamment sur ce qui peut être acheté avec ces chèques, mais aussi sur la portée de l'outil qui est perçue comme essentiellement palliative.

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« des lieux dignes, beaux, ca suffit des lieux pauvres pour les pauvres, accueillants, corrects, éviter les files dehors dans la rue, des lieux où on est accueilli avec un café et un sourire. »

« Penser de manière globale une qualité d'accueil pour favoriser l'accès aux droits : apparence et convivialité des locaux, marchandises (diversité et qualité), accompagnement et orientation mieux outillés (documents de référence). »



« Une structuration des lieux et porteurs de l'aide alimentaire à l'échelle d'une intercommunalité (par exemple) afin que les habitants /bénéficiaires aient un seul lieu a disposition mais qui apporterait une aide suffisante pour garantir la sortie de la précarité alimentaire. L'organisation de cette structuration doit être portée par les collectivités, Des expériences existent (dans le département du GERS) »

« Sécuriser les budgets de fonctionnement, des structures d'hébergement, d'une part, en y intégrant le financement de la restauration sociale et d'autre part, en mettant à disposition des associations , une aide de l'Etat pérenne. »

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« Exiger les mêmes standards de qualité sur les produits, respecter les personnes en proposant des produits de qualité et équilibrés : faire l'expérience de cuisiner et consommer ce qui est donné et voir si nous mangerions ces produits qui parfois sont à la limite du consommable »

« L'approche humaine étant essentielle, la connaissance des publics et la façon d'aborder la problématique de la précarité demandent une formation spécifique. »



« L'expression « faire ensemble » a été répétée à plusieurs reprises, renvoyant à la nécessité de sortir de l'isolement certains publics mais aussi les structures. « Faire ensemble » consistait également à ouvrir des espaces de mixité et imaginer une capacitation des individus au-travers de pratiques partagées. »

« Il est important de concentrer des moyens sur la restauration collective puisque cela représente un certain nombre de repas, pour certains enfants c'est le seul repas complet de la journée »

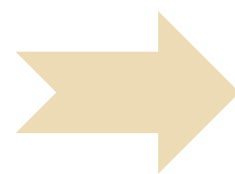
« Personne ne doit parler à la place des personnes en difficulté. Elles savent ce qu'il faut faire. une action approfondie en leur direction doit être menée afin de recueillir leurs difficultés et créer une action »

Les propositions s'articulent autour de 3 axes

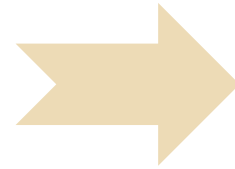
- 1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »
- 2 Changer de paradigme : « mieux prévenir »
- 3 Transformer nos systèmes alimentaires



2 Changer de paradigme : « mieux prévenir »



L'État doit réinvestir la problématique de la lutte contre la précarité alimentaire en sortant de la logique de « délégation » de mission aux associations, en développant une véritable politique de coordination des acteurs et d'action sur les causes de la précarité.

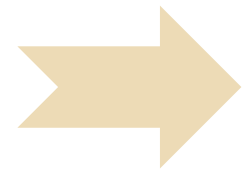


Cela passe notamment par une concentration des moyens sur l'accès à l'emploi pour tous dans des conditions dignes (avec une attention particulière pour les sans-papiers) et l'accès pour tous à un logement digne permettant de cuisiner.

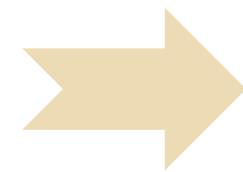


En écho aux constats portant sur les inégalités de revenus et le problème du « reste à vivre », beaucoup appellent à une hausse des salaires, des pensions de retraites, des minimas sociaux.

2 Changer de paradigme : « mieux prévenir »



Le concept d'une **sécurité sociale de l'alimentation** a été abordé de manière très récurrente (17 débats). Les éléments de dissensus portent moins sur le principe même que sur les questions de temporalité (système long et complexe à mettre en place), de compétence (que seul l'État détiendrait) et sur le risque que le système de conventionnement puisse faire l'objet de pressions de la part des grands groupes agroindustriels.



Enfin, il est avancé que le changement de paradigme est aussi une question de **changement de regard** sur la précarité et les comportements alimentaires.

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

« La première proposition pour les 3 classes est l'augmentation des salaires. Beaucoup d'élèves constatent que leurs parents ont un budget alimentaire de plus en plus important. Le "reste à vivre" pour les sorties, loisir et consommation "plaisir" est très réduit voire inexistant pour certains foyers. »

« Oui [il y a eu du dissensus pendant le débat], parfois même de façon tendue entre les initiatives d'urgence pour venir en aide et celles à plus long terme parfois jugées utopistes. (Entre un fonds régional d'aide alimentaire, et un dispositif complet de sécurité sociale de l'alimentation.) »



« Remplacer l'aide alimentaire en nature par une aide financière calculée comme un droit. Octroyer une aide financière à toutes les personnes dans le besoin pour qu'elles puissent se nourrir dignement. »

« La question de l'aide financière nous a amené à débattre sur la forme qu'elle devait prendre. Certains pensent qu'elle devrait être uniquement dédiée à l'achat de produits alimentaires (même système que les tickets restaurants) ; d'autres estiment que chaque personne doit avoir la liberté de disposer comme elle le souhaite de ses revenus »

Les propositions s'articulent autour de 3 axes

- 1 Améliorer le système de lutte contre la précarité alimentaire existant : « mieux guérir »
- 2 Changer de paradigme : « mieux prévenir »
- 3 Transformer nos systèmes alimentaires



3

Transformer nos systèmes alimentaires



Travailler à une « reconquête agricole » :

- pour aller vers des pratiques agricoles plus durables ;
- en réorientant la production vers la consommation locale ;
- en protégeant le foncier agricole ;
- en assurant une juste rémunération des producteurs ;
- etc.



Mieux transformer et mieux distribuer :

- En assurant une juste répartition de la valeur ajoutée entre les producteurs et les distributeurs
- En luttant encore davantage contre le gaspillage alimentaire ;
- En favorisant la transformation et les circuits de distribution au niveau local ;
- En améliorant la qualité de l'offre en restauration collective, en travaillant notamment sur les questions d'approvisionnement.

3

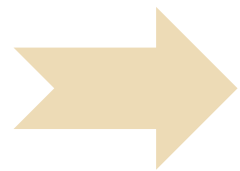
Transformer nos systèmes alimentaires



Mieux informer, mieux sensibiliser :

- En développant les **systèmes d'affichage** (nutritionnel par exemple) sur les aliments et en améliorant leur lisibilité ;
- En conduisant des **campagnes d'information sur le bien manger**, en s'appuyant sur des **messages co-construits** avec les citoyens ;
- En développant les **actions en matière d'éducation à l'alimentation**, à tous les âges et en priorité pour les enfants, en insistant particulièrement sur le développement des savoir-faire et des compétences culinaires.

Améliorer les **politiques de l'alimentation** et leur **gouvernance** :



- En développant les **projets alimentaires territoriaux**, notamment en travaillant à l'ingénierie et l'animation de ces projets ;
- En développant les connaissances sur les problématiques alimentaires en **territoires d'Outre mer** ;
- En réformant la **Politique Agricole Commune (PAC)**.

Quelques analyses ou verbatims issus des compte rendus

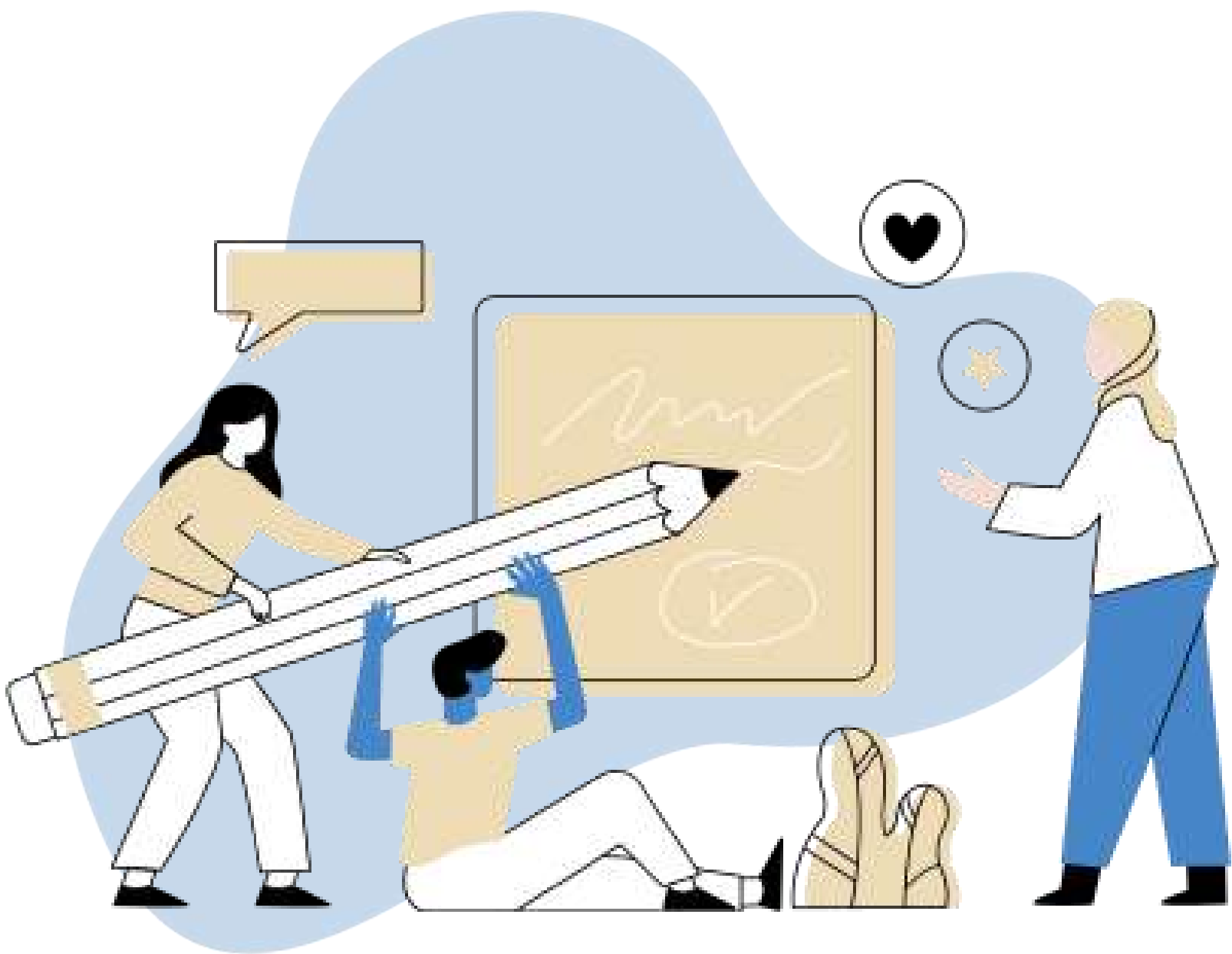
« À l'échelle locale, il faudrait travailler sur la production d'une alimentation de qualité en favorisant l'accès au foncier agricole, en permettant l'installation d'agriculteurs engagés dans une démarche d'une production nourrissant la population, respectant l'environnement, contraire à « l'agriculture intensive dont on ne paie pas cher les produits mais où ensuite c'est toute la société qui paie. »



« Tout le monde doit jouer le jeu : Modifier le marketing des prospectus de grandes surfaces (les promos sont utiles pour faire des choix mais il y a un risque de pousser à la consommation), réglementer le commerce... »

« Co-construire les messages publics de l'alimentation qui ne sont pas adaptés à toutes les populations (5 fruits et légumes par jours) »

« Disposer d'une animation (chargé.e de mission) forte autour des projets en lien avec l'alimentation »



Merci pour votre
attention !